CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Marché passé en procédure adaptée

(en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique)

Acheteur public

Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est
Unité de Soutien d'Infrastructure de la Défense de Strasbourg-Haguenau-Colmar

par contrat de service relatif aux modalités du soutien infrastructure du Quartier Général du Corps Européen

Représentant du pouvoir adjudicateur

Le général commandant le Quartier général du Corps Européen

Maître d'ouvrage

QUARTIER GENERAL DU CORPS EUROPEEN
Quartier Aubert de Vincelles
4 rue du Corps Européen
BP70082 – 67020 Strasbourg Cedex 01

Objet du marché

N° Projet :2026-USID02-05

STRASBOURG (67) - Corps Européen - Quartier Aubert de Vincelles
Bâtiment 022 – Installation de stores extérieurs

ANNEXES :

- Annexes 1 à 6 - Plans et photos
- Annexe 7 - Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la Défense.
- Annexe 8 – Plan Général Simplifié de Coordination SPS (3e catégorie)

Table des matières

1ÈRE PARTIE - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES PARTICULIERES 4

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES 4
1-1. Objet du marché - Domicile du titulaire 4
1-2. Décomposition en tranches et sections techniques 4
1-3. Travaux intéressant les armées - Obligation de discrétion 4
1-4. Forme des notifications et informations 7
1-5. Intervenants 7
1-6 – Le Maître d'ouvrage 8
1-7- Ordre de service 8
1-8 - Protection de l'environnement, de la faune et de la flore 8
1-9 – Prescriptions environnementales 9
1-10 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail 10
1-11 – Insertion par l'activité économique 10
1-12 – Dispositif social du militaire blessé 10
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE 10
2-1. Ordre de priorité 10
2-2. Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances 11
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES 11
3-1. Répartition des paiements 11
3-2. Tranche(s) optionnelle(s) 11
3-3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes 11
3-4. Variation dans les prix 15
3-5. Paiement des cotraitants et des sous-traitants 15
3-6. Obligations comptables 17
ARTICLE 4 - DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES 17
4-1. Délai(s) d'exécution des travaux 17
4-2. Prolongation de(s) délai(s) d'exécution pour intempéries 17
4-3. Pénalités pour retard – Primes d'avance 17
4-4. Pénalités pour non remise des documents à remettre après exécution 18
4-5. Pénalités pour remise de documents en cours d'exécution 18
4-6. Pénalités diverses 18
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETE 19
5-1. Retenue de garantie 19
5-2. Avance 19
ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS 20
6-1. Provenance des matériaux et produits 20
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt 20
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits 20
6-4. Prévention des risques présentés par les déchets dangereux 20
ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES 21
7-1. Piquetage général 21
7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés 21
ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX 21
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux 21
8-1 bis. Obligations du titulaire en cours de marché en matière de travail dissimulé 22
8-2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détail 23
8-3. Mesures d'ordre social – Application de la règlementation du travail 24
8-4. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers 24
8-5. Accidents du travail 26
8-6. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé 26
8-7. Prestations supplémentaires ou modificatives 26
8-8. Clause de réexamen 26
8-9. Défaillance du mandataire du groupement 27
8-10. Registre de chantier 27

ARTICLE 9 - CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX 27
9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux 27
9-2. Réception 27
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage 27
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages 27
9-5. Délai de garantie 27
9-6. Garanties particulières 27
9-7. Assurances 28
ARTICLE 10. RESILIATION 28
10-1. Travail dissimulé 28
10-2. Non-respect de la protection des données personnelles 28
10-3. Non production de documents 28
10-4. Faute du titulaire 29
ARTICLE 11. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES 29
ARTICLE 12. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DU MARCHE PUBLIC 29
ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX 29
13-1. CCAG Travaux 30
13-2. CCTG et CPC travaux publics 30
13-3. Normes françaises homologuées 30

2E PARTIE - DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIERES 31

ARTICLE 14 - PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION 31
14.1 - Obligation du titulaire 31
14.2 - Reconnaissance de l'ouvrage 31
14.3 - Nature des équipements 31
14.4 – Transport, livraison et installation 31
14.5 – Formation des utilisateurs 31
14.6 – Zone de stockage 32
14.7 - Clôture de chantier 32
14.8 - Signalisation temporaire 32
14.9 - Accès au chantier 32
ARTICLE 15 - SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES 32
15.1 – Plans joints au marché 32
15.2 – Vérifications du bâtiment 32
15.3 – Approvisionnement du chantier 32
15.4 – Marques et qualités des matériels 33
ARTICLE 16 - DESCRIPTIF TECHNIQUE 33
16.1 – Installation de chantier 33
16.2 - Travaux préparatoires 33
16.3 – Description des stores extérieurs 33
16.4 – Nettoyage et remise en état 34
16.5 - Formation et DOE 34

1ère Partie - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché - Domicile du titulaire

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) concernent l'exécution des travaux d'installation de stores extérieurs sur l'ensemble du bâtiment 022 au profit du Corps Européen au Quartier Aubert de Vincelles – Bât 022 à STRASBOURG (67).

Actuellement, les épisodes de fortes chaleurs impactent le confort dans les bureaux du bâtiment ; ils engendrent un inconfort visuel et thermique. L'objectif du marché est d'améliorer le confort été en installant un système extérieur de brise-soleil.

Le marché porte sur :

- La fourniture et la mise en place de l'installation de chantier;
- La fourniture et l'installation de stores textiles solaires par l'extérieur du bâtiment;
- La mise en service et les essais fonctionnels des équipements fournis, ainsi que l'installation des télécommandes.

L'ensemble des prestations sera réalisé dans le respect des normes de sécurité applicables aux travaux en hauteur et en site occupé.

Le mode de rémunération est fixé dans l'acte d'engagement.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans la deuxième partie du CCP qui comprend des dispositions Techniques particulières (DTP).

À défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à son siège social, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au maître d'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1-2. Décomposition en tranches et sections techniques

Le marché n'est pas décomposé en sections techniques.
Il n'est pas décomposé en tranches.

1-3. Travaux intéressant les armées - Obligation de discrétion

Les prescriptions faisant l'objet du présent marché intéressent les armées. Le titulaire doit, en conséquence, se conformer à l'article 5 du CCAG Travaux.

1-3.1. Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant aux prestations sera établie et fournie par le titulaire durant la période de préparation.
Cette liste doit comporter pour chaque personnel :

- Nom et prénom.
- Le numéro de carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou celles de la carte de séjour pour les étrangers.
- Le numéro de CPR.

Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D1221-24 du Code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.
Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

1.3.2 Autorisation d'accès dans les sites du Corps Européen

Le personnel du titulaire intervenant sur le site militaire au titre du contrat fera l'objet d'un contrôle primaire (CPR) pour chaque personnel susceptible d'entrer sur site, si celui-ci n'a pas été fourni durant les deux dernières années :

- Demande de CPR en version numérique remplie, non signée, au format natif
- Demande de CPR remplie, imprimée, signée, et scannée en version PDF
- Scan de la carte d'identité en version PDF

Nota : Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir initié une demande de CPR **et** retour de celui-ci validé. De ce fait, le chantier ne pourra débuter qu'à partir du moment où les CPR seront retournés positifs avec visa de l'officier de sécurité (délais pouvant atteindre 2 à 4 mois).

A l'issue de l'enquête, chaque personnel se verra attribué de l'un des statuts suivants :

- « Accès autorisé », ;
- « Accès avec réserves » ;
- « Interdit d'accès ».

Pour ces deux derniers statuts, le titulaire du marché se verra interdit de présenter sur site les personnels incriminés, cela sans possibilité d'en connaître la (les) raison(s) et devra proposer d'autre personnes à soumettre au CPR.

Le titulaire se doit de faire l'effort de ne présenter parmi ses agents, que des personnels disposant à minima d'un casier judiciaire vierge. **Le titulaire du marché assumera tout retard occasionné afin de procéder au remplacement du personnel ayant fait l'objet d'un refus d'accès sur site.**

1-3.3. Contrôle des accès

Tous les personnels des entreprises devront être obligatoirement munis de la carte d'identification professionnelle sécurisée ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'Inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

Conformément à l'article 31.5.1 du CCAG-Travaux, le titulaire ou chacun des membres du groupement, le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée.

1-3.4. Contrôle des véhicules

Comme pour les personnels, une liste des véhicules sera réalisée, elle contiendra pour chaque véhicule :

- Le type de véhicule (VL, PL, …).
- La marque et le modèle.
- L'immatriculation.
- Le numéro de carte grise.

La liste sera fournie avec le scan des cartes grises.

1-3.5. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-Travaux, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est fortement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles donnent lieu à la signature d'un avenant, ou en l'absence d'accord, à une modification unilatérale par le maître de l'ouvrage.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 50 du CCAG-Travaux.

1-3.6. Marché sensible

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Le titulaire reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- Qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité contractante ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

1.3.6.1 Généralités applicables aux documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte »

Sans objet

1.3.6.1.1 - Documents remis au titulaire

Sans objet.

1.3.6.1.2 - Documents livrés par le titulaire

Sans objet.

1-3.7. Prises de vue et exploitation d'images

Toute réalisation de prises de vues (supports photographiques ou vidéo) et d'exploitation d'images sont interdites.

1-4. Forme des notifications et informations

1-4.1. Communication au titulaire

Les ordres de services (OS) et les états d'acomptes (EA) seront notifiés par le maître d'œuvre par voie électronique. L'accusé réception par voie électronique du titulaire vaut récépissé.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-Travaux, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.
Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours, à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Conformément à l'article 3.3 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage apte à prendre les décisions nécessaires est le directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Metz ou son représentant.

1-4.2. Communication du titulaire

Toute communication au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre devra être réalisée :
- Soit par lettre recommandée accusé de réception
- Soit directement à un représentant dûment qualifié contre récépissé.

1-5. Intervenants

1-5.1. Parties au contrat

Le général commandant le quartier général du Corps Européen est le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) ».

La cellule infrastructure du Corps Européen est l'entité utilisatrice et participe à la validation et la réception par des missions de maitrise d'ouvrage.

La section travaux de l'Unité de Soutien d'Infrastructure de la Défense de Strasbourg-Haguenau-Colmar (USID SHC) a un rôle de maitrise d'œuvre :

- Suivi technique du marché.
- Correspondance avec le titulaire par ordre de service.

La section achats de Strasbourg du service d'infrastructure de la Défense (SID NE) agit pour toutes les formalités de :

- Lancement de la consultation.
- Notification du marché.
- Suivi administratif du marché.
- Pénalités.
- Résiliation du marché.
- Établissement des avenants au marché.

- Litige et contentieux.

Les études d'exécution ainsi que les documents d'exécution des ouvrages (DEO) sont à la charge des entreprises.

1-5.2. Contrôle technique (CT) obligatoire dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978

Sans objet.

1-5.3. Sécurité et protection de la santé (SPS)

L'opération donne lieu à un marché de SPS de 3ème catégorie sur la phase réalisation dont le titulaire est :

ADC EST
91 Route des Romains 67200 Strasbourg
Tél. : 03.88.10.34.13
Mail : info@adc-est.fr
SIRET : 433 927 258 00049

1-5.4. Systèmes de sécurité incendie (SSI)

Sans objet.

1-5.5. Contrôle technique (CT) non obligatoire (hors loi du 4 janvier 1978)

Sans objet.

1-5.6. Assistance à maîtrise d'ouvrage RE 2020

Sans objet.

1-5.7. Ordonnancement – pilotage – coordination (OPC)

La mission OPC interne au présent marché est assurée par le mandataire ou le titulaire du présent marché de travaux.

1-6 – Le Maître d'ouvrage

Le général commandant le quartier général du Corps Européen est le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA).

1-7- Ordre de service

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, les ordres de service sont notifiés au titulaire par le maître d'œuvre. Le titulaire doit renvoyer au maître d'œuvre l'OS après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu et ses réserves éventuelles.

Le maître d'ouvrage est destinataire de tous les ordres de service y compris des pièces jointes.

1-8 - Protection de l'environnement, de la faune et de la flore

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et règlementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage (se reporter aux articles 7 et 20 du CCAG Travaux).
Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Conformément à l'article L411-1 du code de l'environnement, le titulaire du marché doit s'assurer que l'exécution des prestations ne portera pas atteinte aux espèces de faune et de flore sauvage protégées.

Le cas échéant, il devra obligatoirement prévoir, avant le début de prestation, un système de protection stricte des espèces de faune et de flore sauvages dont les listes sont fixées par arrêté ministériel.

À ce titre, il est rappelé qu'il est notamment interdit de les détruire, capturer, transporter, perturber intentionnellement ou de les commercialiser. Ces interdictions peuvent concerner également les habitats des espèces protégées pour lesquels la réglementation peut prévoir des interdictions de destruction, de dégradation et d'altération.

Les interdictions prévues à l'article L411-1 du code de l'environnement doivent être respectées dans la conduite du projet faisant l'objet d'une demande d'autorisation environnementale.

Le non-respect des dispositions des arrêtés fixant la liste d'espèces protégées (nationale ou régionale) constitue un délit prévu et réprimé par l'article L415-3 du Code de l'Environnement. Les peines peuvent aller jusqu'à 9000 € d'amende (le double en cas de récidive) et jusqu'à 6 mois d'emprisonnement.

1-9 – Prescriptions environnementales

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire s'engage à limiter les incidences environnementales de son intervention.

À ce titre, il devra notamment :

1-9.1 Gestion des déchets

- Assurer le tri des déchets de chantier conformément à la réglementation en vigueur.
- Évacuer quotidiennement l'ensemble des déchets, gravats, emballages, anciens stores, fixations et matériaux déposés vers des filières agréées.
- Ne procéder à aucun brûlage ou abandon de déchets sur le site.
- Fournir, à la demande du maître d'ouvrage, les justificatifs d'élimination ou de valorisation des déchets (bordereaux, bons de dépôt, etc.).

1-9.2. Propreté du chantier

- Maintenir les zones d'intervention en permanence propres et sécurisées.
- Effectuer un nettoyage quotidien des locaux et des abords concernés par les travaux.
- Procéder, en fin de chantier, au nettoyage complet des vitrages, menuiseries, stores installés et surfaces ayant fait l'objet des travaux.
- Aucun déchet, matériel ou emballage ne devra demeurer sur le chantier en fin de journée.

1-9.3. Protection des espaces verts

- Préserver les espaces verts situés à proximité des zones d'intervention.
- Interdire tout dépôt de matériaux, déchets ou produits sur les pelouses, plantations ou massifs.
- Réparer ou remettre en état, à ses frais, toute dégradation imputable à son intervention.

1-9.4. Prévention des nuisances

Le titulaire prendra toutes dispositions afin de limiter :

- les nuisances sonores ;
- les envols de poussières ;
- les salissures des façades et vitrages ;
- les écoulements de produits polluants.

Tout incident susceptible d'avoir un impact sur l'environnement devra être immédiatement signalé au représentant du maître d'ouvrage.

1-9.5. Optimisation des transports

Le titulaire veillera, dans la mesure du possible, à optimiser ses déplacements et ses approvisionnements afin de limiter les émissions liées au transport (regroupement des livraisons, limitation des trajets inutiles).

1-10 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de respecter les dispositions prévues par les lois et les règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée et en particulier les conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail (OIT) (se reporter aux articles 6.1 à 6.4 du CCAG Travaux).
Le non-respect de ces obligations peut entrainer la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Par ailleurs, dans le cadre d'une pandémie éventuelle, le titulaire respectera et mettra en application les mesures permettant d'assurer une sécurité optimale des salariés œuvrant sur le chantier. Pour cela, il se conformera :

- Au guide de préconisations réalisé par l'OPPBTP, validé par le gouvernement, rendu public le 2 avril 2020 modifié, permettant l'activité du secteur du BTP, tout en assurant la sécurité des salariés ;
- Au PGC qui détermine les préconisations nécessaires pour assurer le respect des gestes barrières (s'il n'y a pas de PGC, se référer aux préconisations du chargé de prévention de l'entité où se réaliseront les prestations).

1-11 – Insertion par l'activité économique

Sans objet.

1-12 – Dispositif social du militaire blessé

Sans objet.

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

2-1. Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'Acte d'engagement (A.E.) et son annexe, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
    - La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) ;
- La mise au point du marché ou de l'offre (le cas échéant) ;
- Le cahier des normes graphique du SID ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi et ses annexes :
    - Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la Défense ;
    - Les plans de 1 à 6 ;
    - La notice pour l'établissement des relevés graphiques ;
    - Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Le mémoire technique remis par le titulaire avec son offre (seuls les éléments demandés au règlement de consultation ont une valeur contractuelle) *;*

- Les informations complémentaires apportées par le titulaire suite à la demande du maître d'ouvrage (le cas échéant) ;
- La mise au point du marché ou de l'offre (le cas échéant) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché ;
- Les Cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. - D.T.U.) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3-4.2 ci-après.

2-2. Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Conformément à l'article 4.2 du CCAG Travaux, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :
- À l'entrepreneur titulaire et ses sous-traitants,
- Au mandataire, aux cotraitants et leurs sous-traitants.

3-2. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-3-1. Les prix du marché

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis en tenant compte notamment :

- Du fait que les travaux se feront en site occupé ;
- De l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs agents de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les travaux sont exécutés ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières, de la notification du marché à la fin de la dernière levée des réserves ou à la fin de la garantie de parfait achèvement concernant :
    - La sécurité et la protection de la santé ;
    - Le respect et à l'application des mesures de sécurité sanitaires liées à une pandémie éventuelle ;
    - L'exécution des voies et réseaux divers, selon les dispositions de l'article R.4533-1 du code du travail.
- Des diverses servitudes inhérentes aux infrastructures existantes et conservées durant les travaux ;

- Du chargement, du transport, du déchargement, de la manutention des ouvrages par tous moyens adaptés, des engins de levage nécessaires, des nacelles d'accès, de l'aménagement d'une aire de stockage ;
- Du temps passé pour la participation aux diverses réunions ;

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après, tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites suivantes, sous réserve que la nature des travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent pas se dérouler et que ceux-ci soient au contact direct des intempéries :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	35 mm par jour	5 jours consécutifs
Neige	10 cm par jour	5 jours consécutifs
Température sous abri	-5°c	5 jours consécutifs
Température sous abri	+ 30°c	5 jours consécutifs
Vent	**20m**/s	3 pointes

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels / référentiel :
(Le centre Météo-France à indiquer pour les départements de la région Grand-Est et de la région Bourgogne Franche-Comté)
Météo-France
Direction Interrégionale Nord-Est
Parc d'Innovation
BP 50120
67403 Illkirch Cedex

En complément à l'article 9.1 du CCAG travaux, le contenu des prix comprend entre autres toutes les sujétions d'exécution des travaux résultant du tri des déchets et de leur valorisation, comme la location et l'installation des contenants, la collecte et le transport.
Le titulaire fait réaliser à ses frais tous les échantillonnages et analyses complémentaires nécessaires à l'acceptation des déchets dans les exutoires. Toute réorientation des matériaux évacués s'effectue aux frais du titulaire.
En cas de défaillance d'un centre de valorisation ou de traitement envisagé par le titulaire, celui-ci évacue les matériaux concernés dans un autre centre (filière équivalente) sans pouvoir exiger une quelconque plus-value et après acceptation de ladite filière par le maître d'ouvrage.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis en ne tenant pas compte des sujétions d'exécution suivantes :

- La découverte de structures différentes de celles indiquées au dossier de consultation ou d'ouvrages prévus à conserver, mais dont le remplacement serait nécessaire ;
- La découverte au cours des travaux de la présence de matériaux amiantifères non répertoriés au dossier de consultation (selon DTA) et nécessitant la prise de mesures de prévention au regard des textes réglementaires. Cette découverte conduirait à l'intervention de prestataires extérieurs et à une interruption de chantier.

3-3.2 - Frais de coordination et prix

Le titulaire a à sa charge la coordination interne de son marché.

3-3.3. Type de prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par l'application d'un prix global et forfaitaire dont le libellé est donné dans l'acte d'engagement.

3-3.4. Modalités du règlement des comptes

Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

- Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 12.1 du CCAG Travaux.
- Il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnement.

Conformément aux dispositions aux articles 12.2.1 et 12.4.1 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre établit :

- L'état d'acompte mensuel
- Le décompte général

En cas de changement de compte, il est joint un RIB ou un RIP avec la demande de paiement.

En complément de l'article 12 du CCAG Travaux, le déclenchement du paiement des acomptes est conditionné par la remise des documents demandés à l'article 2.1 du CCP (Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) définitif, Plan de Respect de l'Environnement (PRE) définitif, bordereaux de suivi des déchets, de pesée, DOE,).

3-3.4.1. Projets de décompte

Les demandes de paiements mensuelles du titulaire prennent la forme de projets de décompte dont les modèles seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier, ainsi que l'article 12.1.6 du CCAG Travaux le permet.

Avant la fin de chaque mois, contre récépissé ou par courrier recommandé avec avis de réception à :
USID SHC
Chef de la Section Travaux de l'USID de SHC,
44 rue Lauth – CS 21043 - 67071 Strasbourg.

Le titulaire remet au maître d'œuvre le projet de décompte établissant sa demande de paiement des travaux exécutés, arrêtée à la fin du mois précédent, **par dérogation à l'article 12.1.1** du CCAG Travaux. **Par dérogation à l'article 12.1.7** du CCAG Travaux, les projets de décomptes ne devront pas faire figurer le montant de la variation de prix à régler, qui est calculé et établi par la personne publique.

Seuls les sous-traitants déclarés à l'offre et agrées peuvent être admis au paiement directe suivants les conditions de paiement fixées à l'article 3-5.2 ci-après.

Dans le cas de déclaration de sous-traitants en cours d'exécution, les sous-traitants ne sont pas admis au paiement direct. Un sous-traitant ne peut intervenir tant que le sous-traitant n'a pas été agréé et fournir au maître d'ouvrage une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé conformément à l'article L.2193-14 du code de la commande publique.

3-3.4.2 Demande de paiement final (projet de décompte final)

Après l'achèvement des travaux, le titulaire transmet dans le délai prévu à l'article **12.3.2** du CCAG Travaux son projet de décompte final simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, suivant les mêmes modalités que celles prévues pour les projets de décompte mensuels à l'article **3-3.4.1 ci-dessus.**

3-3.4.3. Décompte général

Le décompte général est transmis au titulaire. Le décompte général sera renvoyé par le titulaire dans les délais (30 jours) et conditions prévus à l'article **12.4.3** du CCAG Travaux.

En application de l'article **12.4.5** du CCAG Travaux relatif au décompte général :

Si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires en reprenant, sous peine de forclusion, les réclamations déjà formulées antérieurement et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif ; ce mémoire doit être remis au maître d'ouvrage avec copie au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours. Ce désaccord sera réglé conformément aux dispositions prévues à l'article 11 du présent CCP.

NOTA :
Conformément à l'article **12.4.2** du CCAG-Travaux, si des réserves ne sont pas levées lors de l'établissement du décompte général, ce dernier fera l'objet d'une mention indiquant l'existence de réserves ou, le cas échéant, d'un litige ou d'une réclamation (l'objet des réserves, du litige ou réclamation figurera au décompte).

Au titre de la résiliation du marché public : « En cas de résiliation du marché, le décompte de liquidation, établi en application de l'article **51.2** du CCAG Travaux.

3-3.5. Délai global de paiement

Les règles relatives au délai global de paiement sont celles fixées par la réglementation en vigueur applicable au maître d'ouvrage contractant.
Le délai de paiement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours.

3-3.5.1. Point de départ du délai global de paiement

Par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG Travaux, la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes, si elle est postérieure à la date de réception du projet de décompte mensuel envoyé par le titulaire.

3-3.5.2. Suspension du délai global de paiement

Pour les acomptes, les paiements partiels définitifs et le solde :

- En cas de remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète, le maître d'ouvrage peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus pour chaque acompte, paiement partiel définitif ou pour le solde. Cependant le délai global de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par acompte, paiement partiel définitif ou pour le solde ;
- Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception, via un OS. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement de l'acompte, du paiement partiel définitif ou du solde correspondant est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

À compter de la réception des justifications demandées par le maître de l'ouvrage, un nouveau délai global de paiement est ouvert. Ce nouveau délai est égal à 30 jours si la suspension est inférieure à 30 jours.

3-3.6. Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
Il sera fait application des articles R.2192-10 à R.2192-37 du code de la commande publique à propos de la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

3-4. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-4.1. Prix du marché

Les prix sont fermes et actualisables suivant les modalités fixées aux articles ci-après.

3-4.2. Mois d'établissement des prix du marché.

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG Travaux, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la dernière date limite de remise des offres.
Ce mois, déterminé dans l'acte d'engagement, est appelé « mois zéro ».

3-4.3. Choix des index de référence

Index	Définition	Identifiant	Applicabilité par référence au CCP
BT43	Menuiserie en alliage d'aluminium	001710976	Tous les prix (ou préciser si autre)

Index publié(s) au Bulletin officiel du ministère en charge du calcul de la valeur des index (et pour information au Moniteur des travaux publics et du bâtiment et consultables sur le site www.bdm.insee.gouv.fr).

Les primes, pénalités et indemnités sont actualisées avec l'index du marché.

3-4.4. Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché concerné d'un coefficient donné par la formule :
$C_n = I\ (d - 3\ ) / I_0$
dans laquelle $\mathbf{I_0}$ et **I (d - 3)** sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois **(d - 3)** par l'index de référence **I** du marché concerné sous réserve que la date **d** du début d'exécution des travaux soit postérieure de plus de trois mois à la date à laquelle le titulaire a établi son offre.

3-4.5. Actualisation provisoire

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3-4.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes mensuels et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur. Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur.

Conformément à l'article 283-2 nonies du code général des impôts, le maître de l'ouvrage paie le(s) sous-traitant(s) **agréé(s) à l'offre** (ayant droit au paiement direct) sur la base hors taxe et l'entreprise principale auto-liquide la TVA sur sa déclaration de TVA.

3-5. Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3-5.1 Groupement : paiement des membres du groupement

Le projet de décompte remis par le mandataire vaut, pour chaque membre du groupement, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement.

Selon les conditions définies par leur contrat de co-traitance, les co-traitants transmettent au mandataire de leur groupement, leurs projets de décompte établissant leur demande de paiement des travaux exécutés, arrêtée à la fin du mois précédent.

3-5.2 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation d'une DC4.

3-5.3 Paiement des sous-traitants

Cas de déclaration de sous-traitance à l'offre :

Aucun paiement de sous-traitant ne peut intervenir tant que le sous-traitant n'a pas été agréé et ses conditions de paiement acceptées dans les conditions fixées par les articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2193-10 du CCP, pour définir si les conditions du paiement direct du sous-traitant sont réunies, le contrat de sous-traitance doit être égal ou supérieur à 10% du montant hors taxe du marché public.

Les sous-traitants dont le contrat est inférieur à 10% du montant hors taxe du marché ne peuvent donc prétendre au paiement direct. Dans ce cas, le titulaire du marché devra fournir au maître d'ouvrage une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé conformément à l'article L.2193-14 du code de la commande publique.

Cas de déclaration de sous-traitance en cours d'exécution :

Seuls les **sous-traitants agréés à l'offre** peuvent prétendre au paiement direct.

Pour les sous-traitant déclarés en cours d'exécution, le titulaire du marché devra fournir au maître d'ouvrage une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé conformément à l'article L.2193-14 du code de la commande publique.

3-5.3.1 Délégation de paiement (sous-traitance indirecte)

Aucune délégation de paiement n'est acceptée par le maître d'ouvrage. Le sous-traitant de premier rang (entrepreneur principal) doit, après acceptation du sous-traitant de second rang, lui fournir une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé conformément à l'article L.2193-14 du code de la commande publique.

L'article 14 de la loi de 1975 relative à la sous-traitance précise que le non-respect de cette condition rend le sous-traité nul.

Le sous-traitant indirect n'a pas droit au paiement direct. Seul le titulaire du marché est habilité à demander au maître d'ouvrage l'acceptation d'un sous-traitant de second rang.

3-5.3.2 Modalités de paiement des sous-traitants admis à l'offre au paiement direct

a) Modalités de transmission

Dans les conditions fixées aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique, les sous-traitants admis **à l'offre** au paiement direct adressent leur demande de paiement au titulaire seul habilité à adresser les demandes de paiement au maître d'ouvrage pour règlement. La demande de paiement est libellée au nom du maître d'ouvrage.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'œuvre accompagnée de la facture et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu sa demande de paiement ou de l'avis de réception postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

b) Attestation de paiement du titulaire

Lorsqu'il a reçu les demandes de paiement de ses sous-traitants de façon matérialisée, le titulaire ou le co-traitant joint au projet de décompte :

- Une copie en double exemplaire de la demande de paiement du sous-traitant acceptée ou rectifiée par le titulaire/co-traitant,

- Une attestation de paiement signée du titulaire/co-traitant indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et n'inclut pas la T.V.A. (cf. art 283-2 nonies du code général des impôts).

En cas de groupement, l'attestation de paiement est signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

3-6. Obligations comptables

Sans objet.

ARTICLE 4 - DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4-1. Délai(s) d'exécution des travaux

Le délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation de(s) délai(s) d'exécution pour intempéries

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le(s) délai(s) d'exécution est/ sont prolongé(s) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	20 mm par jour	5 jours consécutifs
Neige	5 cm par jour	5 jours consécutifs
Température sous abri	- 5°C	5 jours consécutifs
Température sous abri	+ 30°C	5 jours consécutifs
Vent	20m/s	1 pointe

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels / référentiel :
(Le centre Météo-France à indiquer pour les départements de la région Grand-Est et de la région Bourgogne Franche-Comté)
Météo-France
Direction Interrégionale Nord-Est
Parc d'Innovation
BP 50120
67403 Illkirch Cedex

Afin de pouvoir bénéficier d'une prolongation, le titulaire devra remettre au maître d'œuvre le relevé météo de la station météo précité sous un (1) mois sous peine de forclusion.

4-3. Pénalités pour retard – Primes d'avance

4-3.1. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, les pénalités de retard ne pourront excéder 25% du montant total hors taxes du marché**.**

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, l'application des pénalités du retard s'effectuera du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre**.**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré d'office des pénalités et ce, quel que soit le montant.

En cas de retard d'exécution, une pénalité journalière est appliquée, dans les conditions stipulées à l'article 19.2 du CCAG Travaux sur les sommes dues au titulaire**. Par dérogation aux articles 19.2.3 et 19.2.2 alinéa 2 du CCAG Travaux, le montant de cette pénalité est fixé à : 300.00 €HT par constatation et par jour de retard.**
En cas de groupement, les pénalités sont réparties conformément aux stipulations de l'article 19.1.2 du CCAG Travaux.

4-3.2. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Pénalités pour non remise des documents à remettre après exécution

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG Travaux, le titulaire à l'obligation de fournir l'ensemble des DOE, plans et autres documents lorsqu'il demande la réception des travaux.

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux, le défaut de remise de ces documents par le titulaire à la date de demande de réception des travaux entraîne l'application d'une pénalité de **100.00 €HT** par document et par semaine entamée de retard jusqu'à la remise de l'ensemble des DOE, plans et autres documents.

4-5. Pénalités pour remise de documents en cours d'exécution

Dans le cas où le titulaire doit remettre des documents en cours d'exécution, il encourt une pénalité journalière de **100.00 €HT** par document et par semaine entamée de retard dans la remise des documents aux dates fixées par le maître d'œuvre, durant l'exécution des travaux.

4-6. Pénalités diverses

Les pénalités listées dans le présent article seront appliquées sans aucune mise en demeure sauf disposition particulière fixée ci-dessous.

4-6.1. Rendez-vous de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise pour la prochaine réunion. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.
En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à **100.00 €HT.**

4-6.2. Autorisations d'accès

Sans objet.

4-6.3. Non-respect des dispositions sur la protection de l'environnement

Conformément à l'article 20.2.3 du CCAG Travaux, en cas de non-respect des dispositions sur la protection de l'environnement applicables au chantier, après mise en demeure par le maître d'ouvrage restée infructueuse, de remédier aux infractions relevées, le titulaire encourt une pénalité fixée à **100.00 €HT par infraction.**

4-6.4. Autres pénalités / retenues diverses

A/ En cas de retard dans la remise de documents pendant la période de préparation (fiche technique du produit, CACES et liste des personnels, demande d'accès), une pénalité est appliquée. Son montant est fixé à **150.00 €HT par document et par jour.**

B/ En cas de non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier :

Une pénalité pour chaque infraction constatée et par jour calendaire de continuité de l'infraction de : **250.00 €HT par infraction constatée** et par jour

C/ En cas de retard dans le nettoyage du chantier :
Une pénalité par jour calendaire de continuité des désordres de **200.00 €HT par jour**.

D/ Circulation sur le chantier - Non-respect des itinéraires prescrits pour la desserte du chantier :
Une pénalité par infraction constatée et par véhicule de : **200.00 €HT** par infraction.

NOTA : Toutes les pénalités ci avant sont cumulables.

4-6.5. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

4-6.6. Pénalités pour non-respect de la protection des données personnelles

En cas de manquement par le titulaire ou son (ses) sous-traitant(s) à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le titulaire s'expose à l'application de pénalités, à hauteur de **100.00 €HT par infraction relevée**.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avance

Une avance est versée au titulaire du marché, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque les conditions stipulées à l'article R.2191-3 du code de la commande publique sont remplies.

Si le délai initial N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas 12 mois, son montant est, en prix de base, égal à 30 % du montant initial du marché.

Il est égal au produit de ces 30 % par 12 / N, N étant exprimé en mois, si le délai N dépasse 12 mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalités dans le délai global de 30 jours compté à partir de la date de notification de l'acte qui emporte commencement globale du marché, c'est-à-dire par ordre de service notifiant le début de la période de préparation du marché, que cette dernière soit incluse ou exclue du délai d'exécution des travaux.

L'avance est calculée sur le montant total du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectue, si cela est réalisable, en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées (travaux à l'entreprise et approvisionnement) qui figure à un décompte mensuel atteindra 50 % du montant initial du marché. Dans le cas contraire, le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde. Ce remboursement devra être terminé au plus tôt et impérativement lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant du marché.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dès lors que le titulaire remplit les conditions pour y prétendre.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 30 % du montant des travaux sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits

Le CCP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales contractuelles du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6-1.1. Interdiction de l'amiante

En outre, par application du **décret n°96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante,** il est fait interdiction à l'entrepreneur principal et à ses sous-traitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante quelle qu'en soit la variété.

Les cas d'exceptions temporaires prévus par ledit décret ne pourront être acceptés qu'après production d'une « déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et ce en conformité avec les deux arrêtés du 24 décembre 1996 relatifs au « formulaire de déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et aux « exceptions à l'interdiction de l'amiante ».

6-1.2. Bois – matériau de construction

Sans objet.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG Travaux et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix nouveau ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage.

6-4. Prévention des risques présentés par les déchets dangereux

6-4.1. TRACKDECHETS

Sans objet.

6-4.2. Attestation de non mélange et fiche de renseignement

6-4.2.1. Pour les centres d'enfouissement technique classe 1 :

Le titulaire du marché transmettra au maître d'ouvrage ces deux documents attestant que les déchets stockés ne sont pas mélangés avec d'autres déchets dangereux. Ces deux documents seront datés et signés par l'entreprise chargée des travaux. Ces documents seront renseignés et signés sous l'entière responsabilité de l'entreprise désignée ci-avant.

6-4.2.2. Pour les centres d'enfouissement technique de classe 2 et 3 :

Les documents demandés sont les suivants :

- les bordereaux de suivi des déchets (BSD),
- le certificat d'acceptation au centre de stockage le plus proche.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Piquetage général

Sans objet.

7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet.

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation. **Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux**, elle n'est pas comprise dans le délai d'exécution du marché et à une durée de deux (mois) à compter de la date fixée par l'ordre de service qui en prescrira le commencement. La date contractuelle de commencement des travaux débutera par ordre de service.

La date contractuelle de commencement des travaux débutera par ordre de service :

- L'OS de démarrage de la PP permet de déclencher le paiement de l'avance calculée sur la durée totale du marché et son montant total. Il devra mentionner la date prévisionnelle de début des travaux.

Au cours de cette période de préparation les documents énumérés ci-dessous, ainsi que ceux demandés au Descriptif Technique Particulier et lors de la réunion préalable à l'ouverture de chantier, doivent être impérativement fournis et visés par le maître d'œuvre, pour ceux qui doivent l'être, avant toute exécution des travaux.
L'absence d'un de ces documents ou d'un visa fait obstacle au démarrage des travaux.

Toute exécution prématurée, faute d'avoir en temps utile soumis les documents demandés au visa du maître d'œuvre, s'effectuera sous la seule responsabilité du titulaire du marché et les modifications qui pourraient lui être demandées seraient entièrement à sa charge, y compris les conséquences du retard sur le planning des travaux.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

a) par les soins du maître de l'ouvrage ou du maître d'œuvre :

- Délivrance des autorisations d'accès comme défini à l'article 1-3.2 ci-dessus ;
- Désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- Mise à disposition des sources d'énergie dans les conditions fixées à l'article 8-4.1 ci-après.

b) par les soins du titulaire ou mandataire:

- Établissement par le titulaire ou mandataire d'une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
- Établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels, comme défini à l'article 1-3.2 ci-dessus ;
- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus par l'article 28.2 du CCAG Travaux ;
- Établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG Travaux et à l'article 8-2. ci-après et énumérés aux dispositions générales du CCP. Les autres documents prévus aux dispositions générales du CCP seront fournis, non pas au cours de la période de préparation, mais à des dates qui seront précisées, en cours d'exécution, par ordres de service ;
- Fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées à l'article 9-7. ci-après ;
- Remise au maître d'œuvre d'un échéancier prévisionnel des acomptes mensuels ;
- Remise au maître d'œuvre de la fiche individuelle pour le contrôle primaire dûment complétée (suivant modèle remis à la notification) pour chaque personnel de l'entreprise ayant à accéder au chantier ;
- **Par dérogation à l'article 36.2 du CCAG Travaux**, le titulaire communiquera au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage un schéma d'organisation et de gestion des déchets, la personne désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel ;
- Remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine adressée à l'inspection du travail, à l'adresse suivante :

Direction départemental de l'emploi du travail et des solidarités du Bas-Rhin
6, rue Gustave Adolphe Him
67085 STRASBOURG
Tél : 03 88 75 86 86

(chantier fermé vers l'extérieur et ouvrant sur le domaine militaire)

8-1 bis. Obligations du titulaire en cours de marché en matière de travail dissimulé

a) Obligations d'identification du personnel et tenue d'un enregistrement

Conformément à l'article 31.5.1 du CCAG Travaux, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur. **La carte professionnelle d'identification sécurisée étant quant à elle obligatoire pour l'ensemble du personnel présent sur le chantier.**
Le titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

b) Justificatifs semestriels – dispositif de vigilance avec APROVALL

b1) Présentation du dispositif APROVALL
La plateforme sécurisée en ligne « APROVALL », anciennement « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Les candidats disposant auparavant d'un compte sur « e-attestations » n'ont qu'à compléter les informations et documents manquants dans leur dossier. Le changement vers la plateforme Aprovall est sans incidence et ne nécessite pas de création d'un nouveau compte.
Plus d'informations à l'adresse suivante :
https://www.aprovall.com/fr/blog/pourquoi-sommes-nous-devenus-aproval/
Toutefois, les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables, même si celui-ci ne l'a pas expressément prévu. Dans ce cas, ils peuvent indiquer dans leur candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis (dispositif dites-le nous une fois ou DLNUF).

b2) Documents à produire
Le titulaire doit remettre au maitre d'ouvrage ou à son représentant, **tous les six (6) mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants afférents aux articles L 8222-1 et D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail :

- une attestation de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociales prévue à l'article L 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant, datant de moins de six (6) mois,
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail. Il s'agit d'une liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L5221-2 du code du travail, précisant pour chacun, sa date d'embauche, sa nationalité, ainsi que le type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- un justificatif d'immatriculation dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne APROVALL mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :
https://manager.aprovall.com

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.
Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestations les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestations un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n°1408/71.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non remise de ces documents, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 10 du présent CCP.

8-2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détail

8-2.1 Établissement

Les plans d'exécution, notes de calculs, études de détails et autres documents nécessaires à l'exécution de l'ouvrage sont établis par les soins du titulaire ou à sa diligence et soumis au visa du maître d'œuvre dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG Travaux.

Le titulaire devra disposer des matériels informatiques et des outils logiciels permettant de garantir l'interopérabilité des documents électroniques qu'il aura à produire avec les logiciels dont dispose le maître de l'ouvrage et tels qu'ils sont indiqués dans le marché.

8-2.2 Visa du maître d'œuvre

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre doit les renvoyer par ordre de service au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard **3 semaines** après leur réception.
La délivrance du visa du maître d'œuvre ne dégage pas le titulaire de sa propre responsabilité.

8-2.3. Échantillons - Notices techniques – Procès-verbaux d'agrément

Le maître d'œuvre fixe les dates de production des échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément.

8-3. Mesures d'ordre social – Application de la règlementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers, de la même catégorie, employés sur le chantier ne pourra excéder la proportion fixée par la règlementation en vigueur au jour de l'exécution.

8-4. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

8-4.1. Installations de chantier

Les installations de chantier sont réalisées par le titulaire ou le mandataire du groupement des entreprises conformément au plan d'installation de chantier et au CCP.

Les installations propres aux personnels de l'entreprise sont définies à l'article 8-4.3 du CCP.

L'entrepreneur maintient sur le chantier et à ses frais les fluides (eau pour les travaux et eau potable pour les ouvriers) et l'énergie électrique nécessaires à l'exécution des travaux, aux conditions suivantes :

- La fourniture, la pose des compteurs et les consommations sont à sa charge ;
- Il prend à sa charge toute demande d'autorisation auprès des services compétents ;
- Les travaux de branchement provisoire pour l'eau et l'électricité peuvent être l'amorce des branchements définitifs.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur.
Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution.

8-4.2. Installations réalisées par le titulaire ou le mandataire du groupement d'entreprises

Néant.

8-4.3. Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité

Les mesures particulières ci-après, concernant la sécurité et la protection de la santé, sont à prendre par le titulaire :

8-4.3.1. Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8-4.3.2. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (SPS)

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Il doit, par ailleurs, donner suite aux décisions prises par le maître de l'ouvrage suite aux observations formulées par le coordonnateur SPS en phase de réalisation.

Le coordonnateur, en cas d'anomalie constatée, procèdera, de façon progressive, à une remarque verbale, à une remarque écrite à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage si le problème persiste, à une remarque en réunion hebdomadaire de chantier avec mention sur le registre-journal en cas d'absence de réaction, puis à une demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître de l'ouvrage avec mention au registre-journal.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS se substitue à celui-ci pour exercer les dits pouvoirs et, notamment, arrêter le chantier et faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaires.

8-4.3.3. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Sans objet.

8-4.3.4. Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé

Sans objet.

8-4.3.5. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail

Sans objet.

8-4.3.6. Voies et réseaux divers

Sans objet.

8-4.4. Signalisation des chantiers

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du domaine militaire sera réalisée par l'entrepreneur sous le contrôle de l'autorité militaire.

8-4.5. En cas de dégradation

En cas de dégradations causées aux voies de circulation par les travaux, les frais relatifs à leur réparation sont répartis dans les conditions fixées au 1 de l'article 34 du CCAG Travaux en assimilant les voies du domaine militaire aux voies publiques.

Conformément à l'article 35 du CCAG Travaux, toutes dégradations constatées sur l'(les) ouvrage(s), à l'extérieur ou l'intérieur, font l'objet d'une remise en état par le titulaire.

8-4.6. Les personnels de l'entreprise effectuant les travaux d'électricité

Sans objet.

8-4.7. Préchauffage des locaux

Sans objet.

8-4.8. Emploi d'explosifs

Par dérogation à l'article 31.11 du CCAG Travaux, l'emploi des explosifs est interdit.

8-4.9. Mesures de sécurité contre l'incendie

8-4.9.1. Travaux par points chauds - permis de feu.

En ce qui concerne les opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de décapage, de dégivrage, de collage, etc., le titulaire du marché devra obtenir au préalable l'autorisation du maître d'œuvre qui lui délivrera un permis de feu.

8-4.9.2. Protection contre l'incendie

L'entrepreneur titulaire du marché devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- La présence obligatoire, sur le chantier, d'extincteurs en état de marche ;
- L'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

8-5. Accidents du travail

L'entrepreneur s'engage à saisir immédiatement le représentant du maître de l'ouvrage de tout accident survenant à l'un des salariés employés sur son chantier.

8-6. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

8-7. Prestations supplémentaires ou modificatives

8-7.1 Poursuite des travaux au-delà du montant contractuel

En cas de dépassement du montant contractuel, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le maître d'ouvrage, dans le respect des prescriptions des articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 14.4.2 et 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant contractuel des travaux, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître d'ouvrage.
Cette décision de poursuivre les travaux n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences.

8-7.2 Prix non prévus au marché : prix nouveaux

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG Travaux, lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs de prestations supplémentaires ou modificatives, ces prix pourront faire l'objet d'un état supplémentaire de prix forfaitaires ou d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires signé des deux parties. Les travaux modificatifs feront l'objet d'un avenant.

8-8. Clause de réexamen

En cas de circonstances que les parties ne pouvaient prévoir :
Conformément à l'article 54 du CCAG Travaux, en cas de circonstances que les parties ne pouvaient prévoir dans leur nature ou dans leur ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de ces circonstances. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.
Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par ces circonstances sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;

- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

8-9. Défaillance du mandataire du groupement

Par dérogation à l'article 52.7 du CCAG Travaux, en cas de défaillance du mandataire du groupement solidaire, les membres du groupement désignés dans l'acte d'engagement sont tenus de lui désigner un membre remplaçant parmi les membres restant du groupement. À défaut, et à l'issue d'un délai de 8 jours courant à compter de la notification de la mise en demeure du maître d'ouvrage d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement conjoint, l'article 52.7.3 du CCAG Travaux s'applique.

8-10. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre est dispensé de tenir un registre de chantier.

ARTICLE 9 - CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Essai de fonctionnement des stores.

9-2. Réception

Des essais et/ou épreuves sont prévus d'être effectués à la réception des travaux. La réception ne pourra être prononcée que si ces essais et/ou épreuves sont concluants.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Sans objet.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9-5. Délai de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

9-6. Garanties particulières

Sans objet.

9-7. Assurances

Par dérogation à l'article 8.1 du CCAG Travaux :

9.7.1 - Durant la période de préparation du marché

S'il en existe une et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et les entrepreneurs intervenants doivent justifier qu'ils ont contracté, par la fourniture d'une attestation d'assurance portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie :

Une assurance garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accident ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

Une assurance couvrant la garantie particulière, étant précisé que celle-ci devra être du régime de capitalisation.

9.7.2 – Lors de l'attribution du marché

Le titulaire et les entrepreneurs devant intervenir au titre du contrat doivent justifier qu'ils ont contracté, par la fourniture d'une attestation d'assurance portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie :

Une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-1 à 1792-4 du Code civil et couvrant les dommages aux existants imputables aux travaux neufs ou nouveaux réalisés dans le cadre du présent marché et soumis à l'obligation d'assurance décennale (cf. à l'article L.241-1 du code des assurances).

ARTICLE 10. RESILIATION

10-1. Travail dissimulé

Lorsque le maitre d'ouvrage est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du maître d'ouvrage.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, le maître d'ouvrage peut rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire (conformément à l'article **50.3** du CCAG Travaux)

10-2. Non-respect de la protection des données personnelles

En cas de manquement par le titulaire ou son (ses) sous-traitants à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute conformément à l'article 50.3 du CCAG Travaux.

10-3. Non production de documents

Outre les cas prévus par le CCAG Travaux, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, la résiliation du marché aux torts du titulaire est décidée, selon la procédure décrite aux articles 50.3, 51 et 52 du CCAG Travaux.

10-4. Faute du titulaire

D'une manière générale, le marché peut être résilié pour faute du titulaire dans tous les cas mentionnés à l'article 50.3 du CCAG Travaux.

En complément de l'article 50.3.1 du CCAG travaux, le marché peut être résilié pour faute du titulaire dans le cas où les exigences environnementales rendues contractuelles ne seraient pas respectées.

ARTICLE 11. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

En cas de différend, le titulaire transmet son mémoire en réclamation conformément à l'article **55.1.1** du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG Travaux, après avis du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

Par dérogation à l'article 55.1.4 du CCAG Travaux, lorsque le maître d'ouvrage n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à la réclamation du titulaire, ce dernier doit, sous peine de forclusion, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la décision du maître d'ouvrage ou à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet, adresser directement au directeur central du service d'infrastructure de la défense (Maître d'ouvrage en copie) un mémoire complémentaire, développant les motifs de sa contestation.

La décision relative au règlement de ce différend appartient au directeur central du SID qui dispose d'un délai de 90 jours pour étudier la réclamation du titulaire.

Si le titulaire n'accepte pas la décision du DC, le règlement définitif du différend relèvera des procédures fixées aux articles **55.3 et 55.4** du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 55.2.1 et 55.2.3 alinéa 2 du CCAG Travaux, les parties ne pourront pas avoir recours à l'arbitrage ou à la conciliation civile.

ARTICLE 12. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

Le Maître d'ouvrage peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution du marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du Maître d'ouvrage qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendus n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- Le contrat est résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

13-1. CCAG Travaux

Faire le point pour chaque marché

- CCP article 1.7 déroge à l'article 3.8.1
- CCP article 2.1 déroge à l'article 4.1
- CCP article 3.3.4.1 déroge aux articles 12.1.1 et 12.1.7
- CCP article 3.3.5.1 déroge à l'article 12.1.8
- CCP article 3.4.2 déroge à l'article 9.4.2
- CCP article 4.3.1 déroge aux articles 19.2.1 à 19.2.4
- CCP article 4.4 déroge aux articles 19.3 et 40.1
- CCP article 8.1 déroge aux articles 28.1 et 36.2
- CCP article 8.2.2 déroge à l'article 29.1.5
- CCP article 8.4.8 déroge à l'article 31.11
- CCP article 8.7.1 déroge aux articles 14.4.2 et 14.4.3
- CCP article 8.7.2 déroge à l'article 13.5
- CCP article 8.9 déroge à l'article 52.7
- CCP article 8.10 déroge à l'article 28.5
- CCP article 9.7 déroge à l'article 8.1
- CCP article 11 déroge aux articles 55.1.2, 55.1.4, 55.2.1 et 55.2.3 alinéa 2

13-2. CCTG et CPC travaux publics

Néant.

13-3. Normes françaises homologuées

Néant.

2e Partie - DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

ARTICLE 14 - PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION

14.1 - Obligation du titulaire

En cours de chantier, l'entreprise titulaire doit :

- l'assistance aux réunions de chantier qui se dérouleront ;
- assurer la livraison, l'installation et la mise en service des stores solaires conformément au planning convenu ;
- respecter les normes de sécurité et d'hygiène en vigueur ;

Du fait de sa qualification, il lui appartient de prévoir et de réaliser tous les ouvrages annexes, de fournir, mettre en place tous les accessoires et de tenir compte de toutes les sujétions nécessaires à la terminaison parfaite, de l'ensemble des ouvrages de son marché.

14.2 - Reconnaissance de l'ouvrage

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance :

- des contraintes du site et des conditions d'accès au bâtiment 022 (site occupé) ;
- des spécifications techniques et des caractéristiques du bâtiment (pierre de taille, briques) ;
- des exigences en matière de livraison et d'installation sur terrain militaire.

Il ne pourra pas, en effet, invoquer la méconnaissance des lieux et leurs caractéristiques ou arguer de l'imprécision des pièces fournies, ou d'omissions, pour refuser d'exécuter dans le cadre du marché tout ou partie des ouvrages nécessaires au complet achèvement de ses installations.
Il appartient au titulaire d'apprécier l'importance et la nature des travaux grâce à ses connaissances professionnelles. Ainsi, les travaux supplémentaires liés à une mauvaise compréhension du projet ou à une mauvaise appréhension des contraintes environnementales, ne seront pas acceptés.

14.3 - Nature des équipements

Les matériaux et les matériels utilisés devront être neufs, avoir les caractéristiques correspondant aux influences externes auxquelles ils pourront être soumis, répondre exactement aux conditions nécessaires à une parfaite exécution des travaux demandés et à un bon fonctionnement des installations, la présente spécification n'étant pas restrictive.
Aucun changement au projet ne pourra être apporté en cours d'exécution sans l'autorisation express et écrite du maître d'œuvre. Les frais résultant de changements non autorisés et toutes leurs conséquences, ainsi que tout travail supplémentaire exécuté sans ordre de service écrit, seront à la charge de l'entrepreneur.
L'entrepreneur est tenu de fournir du matériel connu à l'échelon régional, national ou européen.

14.3.1 – Exigence acoustiques des équipements

Sans objet spécifique mentionné, mais le bruit de la nacelle et des outils doit être maîtrisé en site occupé.

14.4 – Transport, livraison et installation

Les stores seront livrés et installés par l'extérieur du bâtiment. Le titulaire doit prévoir les moyens de manutention nécessaires pour le transport et l'installation des équipements (nacelle élévatrice).
Le chantier devra être itinérant le long de la façade et balisé de manière permanente. Un équipier au sol devra s'assurer de la sécurité environnante de l'engin.

14.5 – Formation des utilisateurs

Le titulaire devra organiser une session de formation pratique à destination des utilisateurs, couvrant :

- Le fonctionnement des télécommandes et moteurs.
- L'entretien courant des stores.

14.6 – Zone de stockage

Le site ne permet pas de posséder une zone de stockage intérieur pour les matériaux.
La nacelle devra être mise en sécurité chaque soir.

14.7 - Clôture de chantier

Le bâtiment sera en activité mais la zone des travaux sera balisée de manière permanente, clôturée et protégée afin d'éliminer tous dangers envers le personnel, à charge du titulaire.

14.8 - Signalisation temporaire

Balise permanente du chantier.

14.9 - Accès au chantier

Les travaux se dérouleront sur terrain militaire. L'entrepreneur et ses ouvriers seront accompagnés par l'administration militaire. Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur sera soumis au règlement particulier en usage de ce terrain, aux règles de circulation intérieures, et aux horaires de travail sur le quartier.

Le terrain immédiat autour du bâtiment est en gazon. Les sols qui seront dégradés, devront être remis en état. Un PV contradictoire sera à envisager avant le début des travaux.

ARTICLE 15 - Spécifications techniques générales

15.1 – Plans joints au marché

Les plans sont au nombre de 6 et dénommés comme suit :

Numéro	Intitulé	État
1	Plan de masse	/
2	Façade EST	Actuel et futur
3	Façade NORD	Actuel et futur
4	Façade OUEST	Actuel et futur
5	Façade SUD	Actuel et futur
6	Photos façades	/

Les dimensions sont données à titre purement indicatif, à charge du titulaire du marché de procéder à un relevé et de vérifier les cotes et renseignements figurant sur les plans avant travaux.

15.2 – Vérifications du bâtiment

L'implantation des installations, la disposition de l'état des lieux, les conditions d'exécution, la nature et les côtes des ouvrages existants, etc.… ayant été reconnus par l'entreprise et acceptés par elle, celle-ci déclare expressément faire son affaire personnelle des difficultés pouvant être rencontrées par elle à l'occasion de l'exécution des travaux qui lui incombent.

15.3 – Approvisionnement du chantier

L'entreprise doit être assurée de la possibilité de pouvoir approvisionner régulièrement le chantier.
Aucune créance de livraison de fournisseurs ne pourra être invoquée pour excuser un quelconque retard sur les dates d'exécution prescrites

15.4 – Marques et qualités des matériels

Il sera fait exclusivement usage de matériel neuf, de première qualité, standard et facilement remplaçable dans les délais rapides. Tous les matériels faisant l'objet de normes ou d'agréments devront être conformes à ceux-ci.
Lorsque, exceptionnellement, il n'existerait pas de marque de qualité, la conformité aux normes ou spécifications devra être garantie par la présence d'un procès-verbal d'essai. Le Maître d'œuvre restera seul juge de l'acceptation de ce matériel, sans que pour autant la responsabilité de l'entrepreneur soit atténuée.
Les propositions des entreprises devront préciser exactement les marques des matériels prévus. Ces références ne devront pas être accompagnées de qualificatifs tels que "ou similaire".
La réalisation des installations devra se faire avec les matériels prévus dans la proposition retenue. Tout changement de matériel en cours d'exécution des travaux devra recevoir l'accord du Maître d'œuvre.
Si des marques ou références de matériels ou matériaux sont citées dans le présent document, elles ne sont précisées que pour désigner les types d'appareils ou de matériaux recherchés et n'ont pas de caractère impératif dans la mesure où les matériels ou matériaux proposés par l'entreprise sont techniquement équivalents.
Cependant, dans l'intérêt d'une certaine normalisation et harmonie dans l'exécution de l'installation, le Maître de l'ouvrage peut exiger certaines marques et types d'appareils. La proposition d'autres marques que l'entrepreneur se proposerait d'utiliser, sans être exclues, devra alors être accompagnée d'une justification portant sur les performances et les références et si le Maître de l'ouvrage ou ses représentants le désirent, d'une présentation du matériel (échantillons, prototypes, catalogues) et d'essais de ces derniers.
Les matériaux et matériels qui, bien que reçus, seraient reconnus défectueux sur le chantier, seront refusés et remplacés par l'installateur à ses frais.
Jusqu'à la réception de l'installation, l'entrepreneur adjudicataire demeurera seul responsable des matériaux et matériels fournis et de leur conformité avec les prescriptions du marché.

ARTICLE 16 - Descriptif technique

16.1 – Installation de chantier

- Le chantier devra être itinérant le long de la façade et balisé de manière permanente. Un équipier au sol devra s'assurer de la sécurité environnante de l'engin.
- Le site ne permet pas de posséder une zone de stockage pour les matériaux. La nacelle devra être mise en sécurité chaque soir.
- Les sols qui seront dégradés, devront être remis en état. Un PV contradictoire avec photographies (début et fin de chantier) sera réalisé entre le maître d'œuvre et le titulaire.

16.2 - Travaux préparatoires

Les tableaux des fenêtres seront préparés si besoin, afin de recevoir les stores extérieurs.
Y compris la dépose de stores existants le cas échant (une fenêtre sur la façade SUD est équipé d'un store à déposer avant la pose d'un neuf, l'entreprise vérifiera qu'il n'y en a pas d'autres).

16.3 – Description des stores extérieurs

Les travaux consistent à installer des stores textiles à l'extérieur du bâtiment. Ces brise-soleil seront manœuvrés par un moteur électrique à recharge solaire. Ils devront être pilotés de l'intérieur du bâtiment par une télécommande.

16.3.1 – Implantation

Les fenêtres à équiper sont matérialisées par un trait rouge sur les plans fournis en annexe.

16.3.2 - Caractéristiques techniques

Les brise-soleil seront à guide à coulisse et enroulement par l'extérieur avec caisson compact en aluminium.
Ils seront pourvus de barres de charge lestées s'effaçant complètement en partie haute en position fermée.
Leur résistance au vent sera au minimum de classe 5.

16.3.3– Fixations des stores

Mise en place des brise-soleil par fixation dans les tableaux de fenêtres par une fixation adaptée aux supports (scellement, …). Cette fixation devra être validée au préalable de l'installation.
Un essai fonctionnel sera réalisé avant la réception des travaux en compagnie de la cellule INFRA HOME BASE du corps européen.

16.3.4 – Télécommandes

Les télécommandes devront utiliser un protocole de dialogue de type IO (RTS proscrit) ; le protocole de liaison des télécommandes devra être validé par la maîtrise d'ouvrage.
Les télécommandes devront être livrées avec les piles.
Chaque télécommande devra être numérotée du numéro du brise-soleil qui lui correspondra.

16.3.5 - Esthétique

Les stores seront en toile, écran anti chaleur de couleur Blanc Crème de RAL 9001 ou se rapprochant le plus possible de la couleur de la façade.
La structure aluminium sera de couleur blanche.

16.3.6 – Numérotation

Les stores seront numérotés, le numéro se retrouvera physiquement sur le store, sur la télécommande et sur un plan du DOE.
Chaque numéro sera unique et devra permettre de localiser rapidement un brise soleil.

16.4 – Nettoyage et remise en état

16.4.1 – Nettoyage

À l'issue de chaque journée de travail, l'ensemble des déchets de chantier devra être évacué ou regroupé dans les zones prévues à cet effet, de sorte qu'aucun déchet ne demeure sur les zones d'intervention.
L'entreprise aura à sa charge un **nettoyage de fin de chantier** complet comprenant :

- Le nettoyage des vitres de toutes les fenêtres, de la face extérieure. Y compris celles où aucun store ne sera installé.
- Le nettoyage des abords du bâtiment.

16.4.1 – Remise en état des abords

Les abords du bâtiment seront remis en état à l'identique, selon le PV contradictoire avec photographies (début et fin de chantier) qui sera réalisé entre le maître d'œuvre et le titulaire.
Notamment en cas de détériorations de la pelouse avec la nacelle ou tout autre évènements dû aux travaux et au titulaire.

16.5 - Formation et DOE

16.5.1 - Formation des utilisateurs

Formation des utilisateurs sur l'utilisation et la maintenance des équipements.

16.5.2 - Fourniture d'un dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le DOE contiendra :
- Un plan de repérage des fenêtres équipées de stores. Les fenêtres seront numérotées (comme mentionné au point 16.3.6).
- Les notices des systèmes installés.
- Les guides d'entretien des systèmes installés.

Forme attendue :
Aucun document ne sera manuscrit, les plans seront réalisés à partir d'un logiciel de dessin, les documents seront dactylographiés et livrés au format PDF.